



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU MERCREDI 20 MAI 2015

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Protection et Valorisation de  
l'Environnement

L'an deux mille quinze le vingt mai à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Claude PIANETTI, Vice-Président.

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la délibération:  
**Plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux du Var - Avis**

**PRÉSENTS :**

Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Anne-Marie COLOMBANI, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Grégory LOEW, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Laure REIG, Thierry RUDNIK, Sylvain SENES, David SONNEVILLE, Alain VIGIER

**REPRÉSENTÉ(S) :**

Olivier AUDIBERT-TROIN pouvoir à Claude PIANETTI, Nicole FANELLI pouvoir à Serge BALDECCHI, Yves BACQUET pouvoir à Gérard PIERRUGUES, Anne-Marie AMOROSO pouvoir à Jacques LECOINTE, Gilbert BOUZEREAU pouvoir à Frédéric MARCEL, Stéphan CERET pouvoir à Alain VIGIER, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Sylvie FRANCIN pouvoir à Sophie DUFOUR, Alain HAINAUT pouvoir à Mathilde KOUJI-DECOURT, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à David SONNEVILLE, Christine NICCOLETTI pouvoir à Grégory LOEW, Francine REGAZZETTI pouvoir à Alain PARLANTI, Régis ROUX pouvoir à Michèle PELASSY, Jean-Daniel SANTONI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, Valéria VECCHIO pouvoir à Thierry RUDNIK

**ABSENT(S)/EXCUSE(S)**

Franck AMBROSINO

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

**RAPPORTEUR :** Madame Liliane BOYER

Transmis le : 29 mai 2015

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération  
Dracénoise

Affiché le 29 mai 2015

Le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PPGDND) du Var succède au plan précédent sur la période 2004-2014, dénommé Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés du Var.

Désormais élaboré par le Conseil départemental du Var, le PPGDND est un outil de planification à long terme qui a pour objectif de coordonner et programmer les actions de prévention et de gestion des déchets non dangereux à engager à 6 ans et 12 ans, pour atteindre les objectifs de prévention, de recyclage et de valorisation incluant notamment la création des équipements, les échéanciers et les investissements correspondants.

Il est rappelé que les déchets concernés par le PPGDND concernent tous les déchets non dangereux à l'exclusion des déchets non dangereux issus de chantiers du bâtiment et des travaux publics qui depuis la loi grenelle doivent faire l'objet d'un plan départemental spécifique (Le Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets issus de chantiers du BTP).

Il est également rappelé qu'après approbation du plan, les décisions prises dans le domaine des déchets par les personnes morales de droit public et leurs concessionnaires devront être compatibles avec ce plan. Il impose donc une obligation de compatibilité, mais non de conformité, c'est-à-dire que les décisions prises dans les territoires ne devront pas présenter de contradictions avec le plan et pas respecter « strictement » le plan. Néanmoins le Plan ne peut empiéter, dans les moyens qu'il propose pour atteindre ses objectifs, sur les compétences exclusives d'une autre personne publique. Ainsi, la Communauté d'Agglomération Dracénoise, dans le cadre de ses compétences, décidera des moyens d'application du plan, notamment à travers les prescriptions qu'elle portera dans son Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT).

L'élaboration de ce nouveau schéma départemental a démarré en 2013 sous l'égide du département du Var avec l'implication de l'ensemble des parties prenantes et en particulier de toutes les intercommunalités compétentes en matière de gestion des déchets, telles que la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

Le projet de PPGDND a été validé par la commission consultative d'élaboration et de suivi du plan le 18 décembre 2014 et le projet de plan est actuellement en phase de consultation administrative. La Communauté d'Agglomération Dracénoise est ainsi invitée à formuler son avis, au plus tard le 24 mai 2015.

Dans son contenu, le projet de Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux préconise notamment la création de trois nouveaux équipements de valorisation multi-filière dans le Var, complétant l'unité existante sur l'aire Toulonnaise : deux dans l'est-Var et une au centre-ouest-Nord du département. Le plan permet par ailleurs d'en prévoir un quatrième sur le secteur du golfe de Saint-Tropez et la communauté de communes Méditerranée Portes des Maures.

Plus précisément, l'équipement de valorisation multi-filière N°2 concernant le secteur de la Communauté d'Agglomération Dracénoise affiche une capacité de traitement autorisé de 40 000 T/ pour les Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) avec une capacité pouvant être portée à 60 000 T pour intégrer les encombrants, les déchets verts, les refus de tris et les déchets des activités économiques (non inertes).

Cet équipement de valorisation multi-filière préconisé sur l'aire dracénoise doit permettre de réduire à terme de 70% le recours à l'enfouissement, grâce à une valorisation matière amont.

A la lecture du projet de plan départemental, il apparaît que la rédaction est trop stricte, tant sur les capacités de tonnage par unité que sur les périmètres des territoires et des populations desservies (chapitre 6.3) empêchant ainsi toute adaptation à l'évolution des contextes économiques, techniques et administratifs.

La rédaction du plan doit pouvoir rester compatible avec l'évolution possible des coopérations intercommunales tout comme l'évolution de leurs périmètres :

- La Communauté de communes Lacs et Gorges du Verdon a manifesté son souhait, le cas échéant, de pouvoir être rattachée à l'équipement de la Communauté d'Agglomération Dracénoise. Le projet de Plan ne le mentionne pas.
- La capacité maximale de 60 000 T affichée dans le projet de plan pour le secteur de la Communauté d'Agglomération Dracénoise est juste suffisante pour traiter les déchets de la Dracénie. Or, les modélisations économiques ou les coopérations intercommunales

possibles avec les territoires voisins justifieront peut-être des capacités de traitement supérieures à l'issue des études techniques à venir. Dans cette hypothèse, une limite à 60 000 T maximum comme indiqué dans le plan risquerait d'empêcher la réalisation de l'équipement.

En conséquence et au vu de l'avis de la commission gestion et valorisation des déchets du 23 avril 2015, il est proposé au Conseil d'agglomération :

- D'émettre un avis favorable avec réserve sur le projet de Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux, les réserves portant notamment sur la réécriture du chapitre 6.3 de façon à permettre plus de souplesse dans l'évolution des capacités de tonnage et des populations desservies dans le cadre de coopérations intercommunales possibles.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le mercredi 20 mai 2015



Olivier AUDIBERT-TROIN

  
Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.